



Conseil économique et social

Distr. générale
18 octobre 2016
Français
Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2017

30 janvier-8 février et 21 février 2017

Rapports quadriennaux pour la période 2012-2015 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil*

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Human Rights Information and Training Center	3
2. Human Rights Now	4
3. Ibero American Institute of Aeronautic and Space Law and Commercial Aviation	5
4. Impact for Change and Development	6
5. Indian Development Foundation	8
6. Indian Social Institute	9
7. Indigenous Information Network	10
8. Indigenous Peoples Survival Foundation	11
9. Innovation: Africa	12
10. Institut Jules-Destrée	14

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



11. Institute for Interreligious Dialogue	15
12. Institute for the Development of Education, Arts and Leisure.	16
13. Institute of Asian Culture and Development	17
14. Institute of Marine Engineering, Science and Technology	18
15. Institute of Social Studies Trust	20

1. Human Rights Information and Training Center

Statut consultatif spécial

Introduction

Basé en République du Yémen, le Human Rights Information and Training Center (HRITC) opère aux niveaux local et régional.

Buts et objectifs de l'organisation

Le HRITC se consacre à la consolidation des capacités et à la sensibilisation autour des droits de l'homme en préconisant et en mobilisant le soutien en vue de prévenir les violations des droits de l'homme et de renforcer les responsabilités en coopération avec les institutions locales, régionales et internationales. Plus précisément, il : renforce les capacités des défenseurs des droits de l'homme et des ONG au moyen de sessions et d'ateliers de formation; sensibilise l'opinion publique aux concepts et mécanismes de protection des droits de l'homme grâce à des séminaires, des tables rondes et des conférences; prépare et diffuse des études consacrées aux problématiques de droits de l'homme et de développement; formule des recommandations à l'attention des décideurs s'agissant des réformes législatives; et enregistre les violations des droits de l'homme en publiant des rapports.

Changements à signaler

Le HRITC a élu un nouveau Président et Directeur exécutif.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le HRITC contribue aux travaux des Nations Unies en assurant la promotion des valeurs et principes des droits de l'homme auprès des acteurs de la société civile dans les pays arabophones. Il a organisé plusieurs formations et ateliers consacrés au renforcement du rôle et de la transparence des médias dans la promotion des droits de l'homme, au soutien de la justice transitionnelle et de la réconciliation nationale, à l'optimisation des partenariats entre les acteurs de la société civile, et à l'éradication de la discrimination à l'égard des femmes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, le HRITC a activement participé à plusieurs sessions du Conseil des droits de l'homme, lors desquelles il a formulé des déclarations orales. Il a également pris part à la session extraordinaire consacrée à l'Examen périodique universel (EPU) du Yémen ainsi qu'à des réunions consultatives sur le Programme de développement pour l'après-2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Entre 2012 et 2014, le HRITC a coopéré avec les organismes des Nations Unies ci-après :

- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) : formulation de recommandations pour le programme de justice transitionnelle du PNUD en collaboration avec le Ministère des droits de l'homme;

- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) : mise en œuvre du projet « Safe Zone for Children », qui dispense une formation sociale et psychologique aux enfants;
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) : séminaires et contributions liés aux droits et à la liberté, qui ont aidé à façonner la nouvelle Constitution du Yémen.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le HRITC a été un fer de lance de l'animation des débats sur les politiques relatives au développement et aux droits de l'homme dans les pays arabophones. Il a également engagé des discussions avec la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) dans la période précédant l'adoption du Programme de développement pour l'après-2015.

2. Human Rights Now

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Human Rights Now (HRN) fait partie des principales ONG internationales s'occupant des droits de l'homme au Japon. Fondée en 2006 par des professionnels, des juristes, des universitaires et des journalistes spécialisés dans les droits de l'homme, elle compte parmi ses membres plus de 700 associés, dont les activités s'étendent à toute l'Asie et au Moyen-Orient.

Buts et objectifs de l'organisation

HRN cherche à améliorer la situation des droits de l'homme en Asie en signalant les violations des droits de l'homme et en permettant aux victimes de faire entendre leur voix. En collaboration avec des ONG locales et internationales à travers le monde, HRN vise notamment à contribuer à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans le monde, plus particulièrement dans les pays asiatiques; et à promouvoir l'intégration des normes internationales en matière de droits de l'homme dans le cadre national du Japon.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

HRN met en œuvre des initiatives concrètes destinées à étayer l'application des règles et normes internationales relatives aux droits de l'homme établies par les Nations Unies. Entre 2012 et 2015, HRN a mené de nombreuses activités de plaidoyer en faveur des droits économiques et sociaux des personnes touchées par le grand tremblement de terre de l'est du Japon et l'accident nucléaire de Fukushima. En plus d'intervenir au niveau des droits des entreprises et des droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement internationales, HRN a également organisé des séminaires pour diffuser les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux

entreprises et aux droits de l'homme, lesquels préconisaient l'adoption d'un plan d'action national au Japon.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

HRN a assisté à des sessions du Conseil des droits de l'homme, lors desquelles il a formulé des remarques orales et des déclarations écrites. L'organisation a mis en place des manifestations parallèles au cours des vingt-troisième et vingt-sixième sessions du Conseil des droits de l'homme organisées en mai 2013 et juin 2014, respectivement. Elle a également organisé des manifestations parallèles lors des cinquante-sixième, cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions de la Commission de la condition de la femme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

HRN a soutenu les travaux du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la santé tout en aidant les personnes touchées par l'accident nucléaire de Fukushima, et a contribué à la rédaction d'un rapport périodique sur cette situation. En décembre 2012, elle a invité la Directrice de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) en Asie et dans le Pacifique à un séminaire consacré à la violence domestique à l'égard des femmes au Japon.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

HRN a contribué aux efforts réalisés à l'échelle mondiale pour améliorer la santé et éradiquer la violence domestique à l'égard des femmes dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et du Programme de développement pour l'après-2015 en organisant régulièrement des séminaires thématiques et en sensibilisant le grand public à ces questions.

3. Ibero American Institute of Aeronautic and Space Law and Commercial Aviation

Statut consultatif spécial, 1976

Introduction

Ibero American Institute of Aeronautic and Space Law and Commercial Aviation (IAIASLC) est une organisation à but non lucratif qui collabore avec les acteurs internationaux de sa juridiction en matière de droit aéronautique et spatial.

Buts et objectifs de l'organisation

Il vise à promouvoir les connaissances, à sensibiliser et à établir une coopération internationale en matière de législation aéronautique et spatiale, et d'aviation commerciale par le biais de conférences internationales et de publications.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'IAIASLC mène des travaux de recherche sur le droit aéronautique et spatial, avant de partager ses conclusions avec l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (COPUOS). Il a organisé 42 congrès sur le droit aérien et spatial et publié les actes de 37 congrès ainsi que 32 rapports et publications.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Après avoir obtenu le statut d'observateur auprès du COPUOS en juin 2012, l'IAIASLC a pris une part active aux cinquante-deuxième, cinquante-troisième et cinquante-quatrième sessions du Sous-Comité juridique du COPUOS.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'IAIASLC organise chaque année le « Congrès ibéro-américain », un rassemblement où des points relevant du droit aérien et spatial sont examinés. Une fois adoptées, les conclusions et recommandations sont partagées avec l'OACI, la Commission latino-américaine de l'Aviation civile (CLAAC), et les ambassades et compagnies aériennes des pays ibéro-américains. Le 5 avril 2013, il a présenté une déclaration lors du débat de haut niveau du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies sur « le développement durable et l'espace extra-atmosphérique ».

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'IAIASLC a organisé des séminaires qui ont contribué à la promotion du développement durable, de la viabilité environnementale et du partenariat mondial pour le développement. Il a également signé des accords avec des universités, et des institutions nationales et étrangères, pour la coopération dans l'étude des questions spatiales et aéronautiques, notamment les questions relatives à la sécurité de l'aviation et au droit international. Ces accords comprennent une collaboration avec l'Institut chilien de l'Aviation et du droit de l'espace, l'Agence spatiale civile équatorienne et l'Agence spatiale paraguayenne, entre autres.

4. Impact for Change and Development

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Créée en 2003, Impact for Change and Development (ICDLG) est une organisation basée au Nigéria qui se consacre à l'autonomisation des femmes, des enfants et des jeunes en situation difficile.

Buts et objectifs de l'organisation

ICDLG a pour objectif d'aider ses bénéficiaires à épouser les changements positifs et le développement durable par le biais d'initiatives dans les domaines de la gestion des conflits, de la consolidation de la paix, des droits des femmes et des

enfants, de la bonne gouvernance, de l'égalité des sexes, et de l'éducation civique et politique.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

ICDLG a élaboré un manuel à l'attention des journalistes afin de leur fournir des orientations pour la réalisation de reportages tenant compte des disparités entre les sexes et a amélioré la compréhension des problématiques hommes-femmes, conformément à la résolution 1325 du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité. L'organisation a également pris les initiatives suivantes :

- Renforcement des capacités des agents chargés de l'application de la loi pour améliorer la coopération et la coordination entre les organismes;
- Formation du personnel militaire et de sécurité dans le domaine de la protection des femmes et des enfants dans les conflits violents et les situations de post-conflit;
- Encouragement de la participation des femmes et des jeunes dans les structures de gouvernance locales et les institutions de prise de décisions; et
- Ateliers de renforcement des capacités pour les femmes et les jeunes en zone rurale destinés à leur apprendre à lire, écrire et compter, et à leur apporter des compétences en matière de consolidation de la paix et de gestion des conflits.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation à signaler.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

ICDLG a collaboré avec un certain nombre d'organismes des Nations Unies dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de développement mondial. Ces partenariats ont pris la forme d'une collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dans le cadre d'une étude sur les mutilations génitales féminines et d'un engagement avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en vue de renforcer les capacités pour la coopération interinstitutionnelle entre les organismes chargés de la sécurité.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

ICDLG s'est investi dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en lançant des projets de renforcement des capacités des femmes en lecture, en écriture et en calcul dans les communautés rurales des États d'Ogun et de Lagos; et une formation consacrée au renforcement des capacités des femmes dans l'État du Delta en vue des échanges avec les compagnies pétrolières et les responsables gouvernementaux suite à des interventions découlant d'un conflit. L'organisation a également plaidé en faveur de l'éradication des mutilations génitales féminines et de la lutte contre mortalité des enfants de sexe féminin.

5. Indian Development Foundation

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Forte de plus de 30 ans d'expérience dans le service humanitaire, l'Indian Development Foundation (IDF) se consacre à l'amélioration de la santé, de l'éducation et du développement en Inde.

Buts et objectifs de l'organisation

L'IDF a pour objectif d'améliorer la santé, l'éducation et l'autonomisation de l'ensemble des citoyens.

Changements à signaler

L'IDF a intensifié ses opérations, qu'elle a élargies à de nouveaux districts et villages en Inde.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'IDF a renforcé ses programmes de sensibilisation en matière d'éducation et de santé, eu égard en particulier à la lutte contre la lèpre et la tuberculose. Elle a également mis en place un programme d'enseignement novateur qui vient en aide aux enfants rencontrant des difficultés d'apprentissage après la journée de classe, contribuant ainsi à la baisse du taux d'abandon scolaire. Elle a aussi créé un « Centre d'Excellence » destiné à améliorer l'employabilité des demandeurs d'emploi, et à fournir des formations professionnelles et des cours pour adultes par le biais de programmes de développement des compétences. Elle a initié un programme d'accompagnement en ligne des étudiants et lancé des programmes théoriques destinés à inculquer des qualités de leadership aux jeunes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été signalée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'IDF a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement via des mesures concrètes pour la réduction de la pauvreté en fournissant de la nourriture à des familles dans le besoin grâce à des programmes de distribution de repas à la mi-journée. Elle a également soutenu l'enseignement primaire en lançant les programmes périscolaires « Bal Gurukul » dans les zones rurales et les bidonvilles urbains. Cette initiative a entre autres amélioré la sensibilisation vis-à-vis du VIH/sida et des informations nutritionnelles.

6. Indian Social Institute

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

L'Indian Social Institute (ISI) est un institut national de recherche, de formation et d'action pour le développement socioéconomique et les droits de l'homme. Il a été créé en 1951 en réponse au nouvel ordre social qui a vu le jour au lendemain de l'indépendance de l'Inde, en 1947.

Buts et objectifs de l'organisation

L'ISI a pour but de renforcer le droit des personnes à vivre une vie digne, et de créer une société juste, démocratique et laïque où les droits de l'homme et la diversité sont respectés, et où les conditions sont réunies pour la réalisation d'un développement global.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Entre 2012 et 2014, l'ISI a contribué à plusieurs séminaires sur la liberté d'expression, la démocratie, la violence à l'égard des femmes marginalisées et la justice pour les femmes. Il célèbre également la Journée internationale des peuples autochtones tous les ans.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux onzième et treizième sessions de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, en 2010 et 2014. En plus d'avoir participé à la vingt-neuvième session du Conseil des droits de l'homme, elle a pris part aux réunions suivantes, qui se sont tenues à Genève :

- Première session du Groupe de travail intergouvernemental à participation non limitée sur les sociétés transnationales et les autres entreprises commerciales, du 6 au 10 juillet 2015;
- Cent quatorzième session du Comité des droits de l'homme consacrée à l'examen du quatrième rapport périodique de l'Ouzbékistan, les 8 et 9 juillet 2015; et
- Soixante et unième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes le 10 juillet 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2012, l'ISI a entamé des consultations sur la pauvreté urbaine lors d'une manifestation organisée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et a réalisé une étude de cas pour un projet financé par le Fonds International de développement agricole (FIDA). En 2013, il a établi un partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour la rédaction d'une publication portant sur les difficultés rencontrées par les réfugiés

chin en Inde. En outre, l'ISI a facilité la visite du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de conviction en février 2014.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'ISI a contribué à la réalisation des OMD en intensifiant les efforts de lutte contre la pauvreté et l'inégalité des sexes dans le cadre de 24 projets de recherche sur les peuples autochtones, les migrants, les réfugiés, les femmes, les minorités et les travailleurs non syndiqués. Entre 2012 et 2015, il a mis en place des ateliers de renforcement des capacités pour atténuer les conditions de pauvreté dans 10 bidonvilles et a organisé un atelier sur l'optimisation de la technologie par le biais d'activités génératrices de revenus pour les femmes rurales.

7. Indigenous Information Network

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

L'Indigenous Information Network (IIN) est une organisation régionale qui se consacre à l'amélioration des moyens de subsistance et l'autonomisation des populations autochtones du Kenya.

Buts et objectifs de l'organisation

L'IIN vise à promouvoir les droits, à améliorer les moyens de subsistance et à renforcer les capacités et l'autonomie des peuples et des communautés autochtones sur les questions de développement grâce à : la diffusion d'informations sur les problématiques exerçant un impact négatif sur la croissance et le développement; la promotion de l'égalité des sexes dans le développement durable; la collaboration avec les institutions de proximité et internationales.

Changements à signaler

En 2015, l'IIN a élaboré et mis en œuvre son plan stratégique pour la période 2015-2019. Il est également devenu membre du Groupe de travail sur les femmes et les changements climatiques en 2015, et a obtenu le statut d'observateur auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en 2013.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'IIN a pris part à différentes instances des Nations Unies, notamment des réunions de groupes d'experts et des réunions intergouvernementales, lors desquelles il a apporté des contributions de fond en présentant des déclarations orales et écrites, et en organisant des manifestations parallèles. Au cours de la période à l'examen, des représentants ont contribué activement aux débats sur la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants ont également participé à la douzième session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones en 2013; à la réunion du Groupe d'experts sur la santé sexuelle et procréative, à New York, du 16 au 18 janvier 2014; et à la trentième session du Conseil des droits de l'homme, en 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En mars 2014, l'IIN a collaboré avec le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB) pour l'organisation d'un atelier sur les connaissances traditionnelles et les utilisations durables coutumières de la diversité biologique. La même année, il a entretenu des contacts avec l'OMPI pour organiser un atelier sur la propriété intellectuelle à l'attention de représentants autochtones au Kenya.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'IIN a contribué à la réalisation des OMD en facilitant l'accès des ménages des comtés de Narok, Marsabit et West Pokot à l'eau potable et à l'assainissement de base, pour un total de plus de 2 500 bénéficiaires au Kenya. Il a également mené des activités de plaidoyer et d'information sur les changements climatiques, et a célébré la Journée mondiale de l'environnement tous les ans.

8. Indigenous Peoples Survival Foundation

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

L'Indigenous Peoples Survival Foundation est une ONG œuvrant à la promotion de la compréhension entre les communautés autochtones et la société civile moderne dans la région de l'Hindou Kouch, dans l'Himalaya.

Buts et objectifs de l'organisation

L'IPSF a pour objectif de fournir des informations aux populations autochtones dans leur langue maternelle au sujet de leurs droits de l'homme, de leurs ressources naturelles et des conventions des Nations Unies protégeant ces droits. Elle met à profit le savoir autochtone et les ressources mondiales pour promouvoir la sécurité alimentaire et la santé dans les communautés.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'IPSF diffuse des informations du Département de l'information (DPI) aux populations autochtones dans leur propre langue tribale. Par exemple, l'IPSF a traduit le message de la Déclaration universelle des droits de l'homme dans les langues autochtones et l'a transmis aux tribus kalash et kho dans la région de l'Hindou Kouch. Elle a également mobilisé des volontaires pour maintenir

l'approvisionnement traditionnel en eau potable des communautés autochtones, issu de la fonte des glaciers. Entre 2013 et 2015, l'IPSF a recruté un neurochirurgien pour sensibiliser la population à la prévention des malformations congénitales chez les enfants, en particulier les anomalies du tube neural telles que l'hydrocéphalie et le spina bifida.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'IPSF a participé aux onzième, douzième, treizième et quatorzième sessions de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones. Elle a formulé des déclarations écrites et orales au cours des treizième et quatorzième sessions de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'IPSF a été sélectionnée par l'Organisation pour l'alimentation et l'Agriculture (FAO) en tant que point focal pour représenter les jeunes autochtones asiatiques et collaborer à l'élaboration d'une cartographie alimentaire des populations autochtones. Elle a également assisté à la conférence pour la jeunesse « Slow Food International » à Milan (Italie) en octobre 2015 et s'est entretenue avec les points focaux autochtones de la FAO dans diverses régions du monde.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Entre 2012 et 2015, cette organisation a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans la région de l'Hindou Kouch par le biais des initiatives suivantes :

- OMD 1 : elle a dispensé des soins nutritionnels à plus de 124 000 bénéficiaires;
- OMD 4 et 5 : elle a sensibilisé aux conséquences de la carence en acide folique, en particulier pour les femmes, et aux bienfaits des mesures correctives dans la prévention des malformations congénitales;
- OMD 7 : elle a plaidé en faveur de l'utilisation propre et durable des réseaux traditionnels d'approvisionnement en eau.

9. Innovation: Africa

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

Innovation: Africa (IA) est une organisation à but non lucratif israélienne qui déploie des technologies innovantes dans les domaines de l'eau et de l'énergie solaire dans des régions reculées de l'Afrique. Depuis sa création en 2008, elle a permis à environ 824 125 personnes dans sept pays africains d'accéder à l'eau, à l'énergie solaire et à des vaccins.

Buts et objectifs de l'organisation

La mission d'IA repose sur la conviction que les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'énergie solaire constituent des vecteurs de changements durables. Compte tenu de ce qui précède, IA vise à faciliter le développement durable en Afrique en canalisant l'énergie vers les communautés rurales et en dotant ces dernières de soins de santé et de services d'éducation par le biais d'outils destinés à surmonter la pauvreté.

Changements à signaler

IA a apporté des modifications majeures à sa programmation en lançant de nouveaux projets en République démocratique du Congo, en Afrique du Sud et au Sénégal.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Par le biais de ses programmes, IA participe activement au Programme mondial pour le développement, qui vise à atteindre une électrification universelle d'ici à 2030. Il fournit aux communautés des outils de développement durable novateurs tels que les projets « éco-villages », qui rassemblent de nombreux projets sous la coupe d'une initiative communautaire cohérente. IA contribue également à la construction de partenariats en renforçant sa coopération avec les gouvernements nationaux et locaux.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

IA collabore régulièrement avec la Fondation pour les Nations Unies (FNU) dans le cadre du réseau des professionnels de l'accès à l'énergie de cette dernière et elle participe à ses conférences téléphoniques mensuelles. Depuis 2014, l'organisation assiste tous les ans aux sessions de la Commission de la condition de la femme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

IA a mis au point un mécanisme de surveillance à distance dans les communautés afin de garantir l'efficacité des programmes entrepris dans le cadre d'initiatives de développement durable. Ce dispositif a été primé lors de l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud en 2013 à Nairobi (Kenya).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les projets d'approvisionnement en eau et d'irrigation au goutte-à-goutte d'IA visent à éradiquer la famine et les décès suite à des maladies d'origine hydrique. L'accès à des approvisionnements en eau gérés à l'échelle locale et répondant aux normes sanitaires contribue à la résilience des communautés. IA met aussi en œuvre l'installation de systèmes solaires dans des dispensaires et des écoles, ce qui réduit considérablement le taux de mortalité infantile et facilite les soins maternels. Grâce aux installations fonctionnant à l'énergie solaire, les hôpitaux disposent d'un accès 24h/24 à l'électricité, ce qui permet de conserver les vaccins dans des réfrigérateurs en toute sécurité.

10. Institut Jules-Destrée

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

L'Institut Jules-Destrée (IJD) est une ONG sans but lucratif et indépendante qui fut créée en Belgique le 11 juin 1938. Grâce à des services généraux pour la formation continue et le centre de recherche européen dans Interuniversitaire vocation, il fonctionne comme un détecteur de changement et générateur d'idées pour une action concrète en faveur de la démocratie délibérative et l'intérêt public.

Objectifs

IJD s'est imposé à la fois comme un lieu d'interaction pour favoriser une bonne gouvernance démocratique entre les leviers de la société et comme un outil associant des compétences interdisciplinaires de haut niveau au profit du développement, de la recherche, de la formation et de la citoyenneté. Il privilégie quatre lignes de force: la recherche historique; partage de l'information; la prospective stratégique; et la citoyenneté.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fondation « millénaires 2015 Femmes actrices de développement pour les enjeux mondiaux » est un processus international de recherche prospective créé et mis en œuvre par IJD dès 2008 Les plans d'action et les mesures concrètes de la « Fondation millénaires 2025 femmes & Innovation » résultent du processus de recherche prospective de millénaires 2015, ainsi que du Plan d'action pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres qui a été finalisé en décembre 2012 La Fondation Millennia 2025 a pour objectif de récolter des fonds afin de mettre en œuvre les activités du processus de recherche prospective Millennia 2015 pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres. Elle est en charge de leur réalisation et du suivi des plans d'actions avec les organisations partenaires de Millennia 2025.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

JDI a participé à la 57e, 58e et 59e session de la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le plan d'action de la Fondation Millennia 2025 femmes et active l'innovation pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des femmes, a été créé en 2012 avec le parrainage de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), est venu à la suite du processus de recherche prospective internationale entreprise par JDI depuis 2008.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation millénaires 2025 femmes & innovation est une action concrète vise à générer de l'innovation pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres qui correspondent entièrement aux objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

11. Institute for Interreligious Dialogue

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

L'Institute for Interreligious Dialogue (IID) est une organisation non gouvernementale fondée en 2000 en Iran. Déterminé à préserver la liberté de religion, il assure la promotion de la paix et de la justice sociale par le biais d'activités interconfessionnelles et spirituelles en mettant l'accent sur la lutte contre la violence par le dialogue.

Buts et objectifs de l'organisation

L'IID a pour objectifs d'identifier les points communs et de faciliter la coexistence religieuse; d'encourager le dialogue interconfessionnel dans les communautés en favorisant la compassion, la coopération, le partenariat et le travail d'intérêt général; d'inclure les minorités religieuses, les femmes et les jeunes dans les prises de décision; de renforcer les obligations religieuses; et de sensibiliser aux différentes religions par le biais d'articles de presse neutres.

Changements à signaler

L'IID a intégré l'utilisation des médias sociaux dans le cadre de sa stratégie destinée à améliorer le partage de l'information et à développer l'audience en ligne.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'IID s'est adressé aux organisations internationales, aux médias et aux responsables religieux en Iran en diffusant des calendriers signalant les jours d'observance majeurs et soulignant leur importance. Il a également célébré la Journée internationale du bonheur et traduit en farsi les messages essentiels au bien-être des communautés, ceci afin d'élargir le champ de la compréhension du public.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation à signaler.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'IID a collaboré avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) lors de l'événement de lancement de la Chaire d'études sur le dialogue inter-religieux dans le monde islamique, en Iran en février 2015.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'IID contribue aux OMD en soutenant les organisations caritatives locales qui participent à l'éducation des élèves talentueux dans le besoin. Il a également pris des mesures pour lutter contre le VIH/sida, en coopération avec les chefs religieux. Il a en outre sensibilisé les institutions gouvernementales aux journées d'observance des Nations Unies et aux objectifs de développement en mettant en avant les questions importantes qui se posent à l'humanité telles que la préservation de l'eau, l'émigration et l'éducation.

12. Institute for the Development of Education, Arts and Leisure

Statut consultatif spécial, 2004

Introduction

L'Institute for the Development of Education, Arts and Leisure (IDEAL) vise à promouvoir un nouveau système éducatif reposant sur les principes de « l'éducation par l'expérience » de façon à préserver les valeurs spirituelles, écologiques, économiques et humaines.

Buts et objectifs de l'organisation

L'IDEAL vise à : (i) créer une vision de l'humanité en tant que famille; (ii) promouvoir les valeurs morales, sociales et esthétiques par le biais de programmes éducatifs et d'activités de loisirs; et (iii) créer des centres de naissance et des programmes d'éducation prénatale dans le monde entier.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'IDEAL contribue à renforcer la connaissance des Nations Unies et à mobiliser le soutien pour l'ONU au niveau local. Il améliore également la sensibilisation du public autour de la législation des Nations Unies, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En tant qu'ONG associée à la Section des organisations non gouvernementales (ONG) du Département de l'information (DPI - ONG) et que membre du Sous-Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, du Comité des ONG sur les droits de l'enfant et du Comité des ONG sur la santé mentale, l'IDEAL participe régulièrement aux réunions de ces entités des Nations Unies et suit des débats thématiques consacrés à des sujets relevant de leur compétence. En 2015, il a organisé des manifestations en marge de la cinquante-troisième session de la Commission du développement Social et de la cinquante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'IDEAL a collaboré avec le DPI - ONG sur l'organisation de plusieurs réunions d'information. Il a notamment co-présidé une manifestation portant sur la santé mentale des enfants et leur bien-être à l'occasion de la Journée mondiale de la santé mentale, le 13 octobre 2013 à New York. Il a également contribué à des débats sur la transformation du système judiciaire pour mineurs dans le cadre d'une réunion d'information du DPI - ONG qui s'est tenue à New York le 14 novembre 2013. Le 10 décembre 2015, il a collaboré avec le DPI - ONG sur l'organisation d'une séance d'information sur la Déclaration universelle des droits de l'homme ciblant la participation des jeunes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'IDEAL a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en organisant une série de conférences interactives, d'ateliers artistiques et de séminaires d'ostéopathie visant à promouvoir l'éducation prénatale et périnatale. En septembre 2014, il a organisé la première Conférence internationale sur l'éducation prénatale et périnatale en Inde, qui a rassemblé quelque 200 participants.

13. Institute of Asian Culture and Development

Statut consultatif spécial, 2012

Introduction

L'Institute of Asian Culture and Development (IACD) se consacre au développement économique et social en Eurasie.

Buts et objectifs de l'organisation

L'IACD vise à assurer des activités d'enseignement et de formation en permettant le déploiement rapide de personnel pour fournir des soins médicaux et de secours d'urgence dans des lieux d'affectation difficiles.

Changements à signaler

L'IACD a déployé des experts dans des camps de réfugiés syriens situés en Irak, en Jordanie, au Liban et en Turquie.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'IACD fournit de l'aide humanitaire et des secours dans des régions qui se relèvent d'une catastrophe naturelle au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est, notamment l'Égypte, l'Inde, la République démocratique populaire lao, la Mongolie et l'Ouzbékistan. Il s'agit notamment de déployer des équipes pour fournir des soins médicaux et des secours, et pour aider à l'installation de foyers temporaires et d'établissements d'enseignement primaire en Jordanie, au Liban et en Turquie. Selon les chiffres de ses services, des soins ont été dispensés à plus de 9000 réfugiés, dont 5849 se trouvaient en Jordanie, 1800 au Liban et 1500 en Turquie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2012, l'IACD a participé à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme (CSW) consacrée aux recommandations visant à remédier à la violence à l'égard des femmes et des filles, lors de laquelle il a formulé des déclarations. En 2015, il a participé à la cinquante-troisième session de la Commission du développement social et a présenté une déclaration sur le thème de l'éducation en tant que vecteur de renforcement du développement social.

Coopération avec organismes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'IACD a apporté une contribution majeure aux objectifs du Millénaire pour le développement, comme indiqué ci-après :

- OMD 1 et 3 : fourniture d'une formation professionnelle à 135 femmes réfugiées en Jordanie; 540 femmes en Afghanistan; et d'une formation en langue et en informatique à plus de 1700 personnes en Afghanistan.
- OMD 2 : soutien à l'enseignement primaire de 78 jeunes défavorisés par an en Mongolie, 30 enfants par an Kirghizistan, 30 orphelins en Afghanistan, 190 enfants réfugiés syriens en Jordanie et au Liban, et 300 enfants réfugiés syriens en Turquie;
- OMD 4 et 6 : fourniture de soins médicaux à 25 320 personnes, parmi lesquelles 428 femmes ont bénéficié de soins maternels et prénatals; déploiement d'équipes médicales en missions ponctuelles qui ont traité plus de 10 495 patients, parmi lesquels 3614 enfants, distribué des fournitures médicales à 5706 personnes, et fourni une éducation à l'hygiène à 11 409 personnes en République démocratique populaire lao;
- OMD 7 : assistance à des réfugiés du désert de Mongolie déplacés en raison de changements environnementaux. L'IACD a fourni des équipements destinés à mettre en œuvre des initiatives dans les domaines des énergies renouvelables, de la technologie et de l'agriculture durable; construction de 23 serres, formation de 50 familles à la plantation et installation de canalisations d'eau dans les camps de réfugiés situés au Liban.

14. Institute of Marine Engineering, Science and Technology

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

L'Institute of Marine Engineering, Science and Technology (IMEST) est la plus importante organisation de marine en son genre. Il compte plus de 18 000 membres répartis dans 120 pays.

Buts et objectifs de l'organisation

L'IMEST vise à promouvoir le développement scientifique de l'ingénierie, des sciences et des technologies maritimes, et à offrir des possibilités d'échange d'idées et de pratiques.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Cette organisation a contribué aux travaux des Nations Unies en participant activement à des réunions et des groupes de travail, en organisant des événements pédagogiques et en publiant des résultats sur des questions liées au développement scientifique. Elle a notamment suivi les avancées : de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC); de l'Organisation maritime internationale (OMI); et du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, entre autres.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de l'IMEST ont assisté aux quarante-cinquième, quarante-sixième, quarante-septième et quarante-huitième sessions de la COI, organisées par l'UNESCO, et participé à diverses réunions du Comité de la Protection du milieu marin sur la sécurité maritime et la présentation d'un contrôle efficace des émissions de gaz à effet de serre. Après avoir obtenu le statut d'observateur auprès de l'OMI en 2015, il a régulièrement participé à des réunions consultatives relatives à la Convention de Londres de 1972 et au Protocole de Londres de 1996.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'IMEST a collaboré avec l'UNESCO au cours de la quarante-cinquième session de son Conseil exécutif sur le soutien des ONG aux Nations Unies, qui s'est tenue du 26 au 28 juin 2012, et a présenté une publication présentant ses conclusions sur l'« International Indian Ocean Experiment ». Il a contribué à diverses publications de l'OMI et distribué des documents d'orientation sur des sujets connexes avec pour objectif d'améliorer l'efficacité énergétique dans les transports maritimes, les techniques de gestion des eaux de ballast et l'application de cadres réglementaires de l'OMI à des systèmes maritimes autonomes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'IMEST a soutenu le Programme de développement en animant des débats consacrés au développement de l'ingénierie, de la science et de la technologie marines en collaboration avec des entités des Nations Unies. Il célèbre aussi régulièrement la Journée mondiale de la mer et de la Journée mondiale de l'hydrographie.

15. Institute of Social Studies Trust

Statut consultatif spécial, 1996

Introduction

L'Institute of Social Studies Trust (ISST) est une ONG qui se consacre au développement économique en Inde et en Asie du Sud.

Buts et objectifs de l'organisation

L'ISST adopte une approche pluridisciplinaire dans ses travaux de recherche et ses programmes en s'efforçant de susciter des changements sociaux, avec une priorité donnée à l'amélioration des moyens de subsistance, de l'emploi et du bien-être des communautés vulnérables, le tout en veillant au respect de considérations touchant la problématique hommes-femmes.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'ISST organise régulièrement des débats sur les préoccupations actuelles, et communique ses travaux et ses conclusions aux universitaires et aux décideurs. En 2012, il a lancé un projet en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) afin de mettre au point des critères de qualité et des évaluations des services de garde de jour pour les enfants. L'ISST a été chargé de développer une base de référence pour un projet visant à rendre plus accessibles les services destinés aux femmes dans les régions pauvres de l'Inde, qui a été appuyé par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies. En 2015, l'ISST a réalisé une étude de recherche comparative financée par l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) sur les politiques d'égalité des sexes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'ISST a participé à la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme en 2012. En octobre 2013 à Bangkok, il a assisté à la réunion du Groupe d'experts interrégional de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) consacrée aux différents outils de protection sociale. En novembre 2013, il a pris part à une réunion convoquée par l'Organisation des Nations Unies pour la femme (ONU-Femmes) à New Delhi. L'ISST a également présenté des conclusions sur les changements des politiques relatives aux travailleurs domestiques en Inde lors de la quatrième Conférence sur la réglementation pour un travail décent, qui s'est tenue à Genève du 8 au 10 juillet 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'ISST a collaboré avec ONU-Femmes pour l'organisation d'une conférence célébrant la Journée internationale de la femme, le 9 mars 2012. Il a collaboré avec la CESAP pour la mise en place d'un atelier national de consultation sur le renforcement de la protection sociale à New Delhi le 4 juillet 2013. L'ISST a

coorganisé un atelier national avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur les évaluations pour le développement de l'équité et l'égalité entre les sexes à New Delhi les 16 et 17 avril 2015. Il a également collaboré avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur une étude consacrée aux écarts de salaire entre hommes et femmes, au développement des outils participatifs et à l'encouragement de changements dans les conditions du travail domestique.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités du centre communautaire de l'ISST visent principalement à éliminer la pauvreté et la faim, en fournissant un appui aux écoles primaires, en plaidant en faveur de l'équité du traitement des deux sexes et en améliorant la santé maternelle et infantile par le biais de des camps de santé et de programmes communautaires.
